



Conseil économique et social

Distr. générale
9 juin 2005
Français
Original: anglais

Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session d'organisation de 2005 aux reprises de cette session

(4 février, 1^{er} et 31 mars, 27 et 28 avril et 9 juin 2005)

Note : Le texte provisoire des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session d'organisation de 2005 est distribué pour information. Le texte définitif sera publié dans le *Supplément n° 1 des Documents officiels du Conseil économique et social, 2005* (E/2005/99).



Table des matières

Résolutions

<i>Numéro</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Page</i>
2005/1	Groupe consultatif spécial pour le Burundi (E/2005/L.5 et E/2005/SR.3)	2	1 ^{er} mars 2005	5
2005/2	Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau (E/2005/L.6 et E/2005/SR.3)	2	1 ^{er} mars 2005	5
2005/3	Administration des affaires publiques et développement (E/2005/L.8/Rev.1 et E/2005/SR.4)	2	31 mars 2005	7

Décisions

<i>Numéro</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Page</i>
2005/201 A	Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés (E/2005/SR.2)	4	4 février 2005	10
2005/201 B	Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés (E/2005/SR.4)	4	31 mars 2005	10
2005/201 C	Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés (E/2005/SR.7)	4	27 avril 2005	11
2005/201 D	Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés	4	9 juin 2005	14
2005/202	Dates de la session de fond de 2005 du Conseil économique et social (E/2005/L.1 et 2005/SR.2)	2 et 3	4 février 2005	15
2005/203	Ordre du jour provisoire de la session de fond de 2005 du Conseil économique et social (E/2005/1, E/2005/L.1 et E/2005/SR.2)	2 et 3	4 février 2005	15
2005/204	Programme de travail de base du Conseil économique et social pour 2005 (E/2005/1, E/2005/L.1 et E/2005/SR.2)	2 et 3	4 février 2005	25
2005/205	Débat de la session de fond de 2005 du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles (E/2005/L.1)	2 et 3	4 février 2005	31
2005/206	Thème du débat de la session de fond de 2005 du Conseil économique et social relatif à la coopération régionale (E/2005/L.1 et E/2005/SR.2)	2 et 3	4 février 2005	31
2005/207	Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales (E/2005/L.2/Rev.1 et E/2004/SR.2)	2	4 février 2005	32
2005/208	Questions liées au rétablissement du statut consultatif d'organisations non gouvernementales dont ledit statut a été suspendu par le Conseil économique et social (E/2005/L.2/Rev.1 et E/2004/SR.2)	2	4 février 2005	37
2005/209	Organisation des travaux du Comité chargé des organisations non gouvernementales à sa session de 2005 (E/2005/L.2/Rev.1 et E/2004/SR.2)	2	4 février 2005	38
2005/210	Organisation des travaux de la session de fond de 2005 du Conseil économique et social (E/2005/L.1 et E/2005/SR.3)	2 et 3	1 ^{er} mars 2005	38

<i>Numéro</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Page</i>
2005/211	Date de la tenue de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les représentants des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce et de la CNUCED (E/2005/L.1 et E/2005/SR.3)	2 et 3	1 ^{er} mars 2005	39
2005/212	Thème du débat de la session de fond de 2005 du Conseil économique et social consacré aux affaires humanitaires (E/2005/SR.4)	2	31 mars 2005	39
2005/213	Amélioration des travaux de la Commission de la population et du développement (E/2005/L.7/Rev.1)	2	31 mars 2005	39
2005/214	Mise en œuvre des résolutions concernant la participation des membres associés de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes aux activités de suivi des conférences mondiales des Nations Unies et aux travaux du Conseil économique et social (E/2005/15/Add.2 et E/2005/SR.8)	2	28 avril 2005	40
2005/215	Participation d'organisations intergouvernementales aux travaux du Conseil économique et social (E/2005/49 et E/2005/SR.8)	2	28 avril 2005	40
2005/216	Débat du Conseil économique et social sur la question du passage de la phase des secours à celle de l'aide au développement (E/2005/SR.8)	2	28 avril 2005	40
2005/217	Réforme proposée par le Secrétaire général dans le domaine des droits de l'homme (E/2005/55, E/2005/L.11/Rev.1 et E/2005/SR.9)	2	9 juin 2005	41
2005/218	Programme de travail pluriannuel pour le débat du Conseil économique et social consacré aux questions de coordination (E/2005/SR.9)	2	9 juin 2005	41
2005/219	Participation d'organisations intergouvernementales aux travaux du Conseil économique et social (E/2005/SR.9)	2	9 juin 2005	42

Résolutions

2005/1

Groupe consultatif spécial pour le Burundi

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 2002/1 du 15 juillet 2002, 2003/16 du 21 juillet 2003, 2003/50 du 24 juillet 2003, 2004/2 du 3 mai 2004 et 2004/59 et 2004/60 du 23 juillet 2004, et sa décision 2003/311 du 22 août 2003,

Ayant pris note du rapport présenté oralement par le Président du Groupe consultatif spécial pour le Burundi¹,

Conscient qu'il importe, pour consolider le processus de paix au Burundi, d'en maintenir la dynamique,

1. *Rend hommage* aux donateurs qui ont fourni un appui au Burundi, et préconise le versement rapide des contributions annoncées à l'occasion du Forum des partenaires pour le développement, tenu à Bruxelles les 13 et 14 janvier 2004;

2. *Prie* le Groupe consultatif spécial pour le Burundi de continuer de suivre de près la situation humanitaire et les conditions économiques et sociales, d'examiner la transition entre la phase des secours et celle du développement au Burundi, ainsi que la manière dont la communauté internationale appuie ce processus, et de lui en rendre compte, selon qu'il conviendra, à sa session de fond en 2005;

3. *Décide* d'examiner les rapports du Groupe consultatif spécial pour le Burundi durant sa session de fond de 2005, demande que le rapport présenté par le Groupe à cette session décrive, entre autres, la manière dont ce dernier s'est acquitté de son mandat, et décide également d'organiser un débat sur les travaux du Groupe et sur la réalisation de son mandat;

4. *Prie* le Secrétaire général, le Groupe des Nations Unies pour le développement et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ainsi que les fonds et programmes et les institutions spécialisées des Nations Unies intéressés de continuer d'aider le Groupe consultatif spécial à s'acquitter de son mandat, et invite les institutions de Bretton Woods à poursuivre leur coopération à cette fin.

2005/2

Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 2002/1 du 15 juillet 2002, 2003/1 du 31 janvier 2003, 2003/53 du 24 juillet 2003, 2004/1 du 3 mai 2004, et 2004/59 et 2004/61 du 24 juillet 2004, et sa décision 2002/304 du 25 octobre 2002,

Conscient du lien entre la stabilité politique et le développement économique et social du pays, ainsi que de la fragilité persistante de ses institutions démocratiques,

¹ Voir E/2005/11.

Notant avec satisfaction que le Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau a aidé de manière positive et constructive le pays à faire face à ses objectifs prioritaires de développement à court et à long terme,

1. *Prend note* du rapport du Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau²;

2. *Se félicite* de la contribution de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté des pays de langue portugaise et d'autres partenaires à l'amélioration de la situation en Guinée-Bissau;

3. *Se félicite également* de la recommandation que le Conseil de sécurité a formulée dans sa résolution 1580 (2004) du 22 décembre 2004, tendant à créer un fonds d'urgence, administré par le Programme des Nations Unies pour le développement, afin de soutenir la planification et l'exécution de la réforme de l'armée;

4. *Se félicite en outre* de l'engagement pris par le Gouvernement de la Guinée-Bissau de tenir des élections présidentielles conformément au calendrier fixé dans la Charte de transition et, à ce sujet, invite la communauté internationale à apporter son soutien financier et technique à la Guinée-Bissau pour la tenue desdites élections;

5. *Exprime sa gratitude* aux organismes et aux pays qui ont prêté assistance à la Guinée-Bissau dans la lutte contre une invasion acridienne, qui compromet une économie déjà fragile, et demande instamment à la communauté internationale d'apporter une aide supplémentaire;

6. *Invite* la communauté des donateurs à envisager d'apporter un soutien budgétaire pour les besoins d'urgence, y compris le paiement des salaires, en apportant, en particulier, des contributions supplémentaires par la voie du Fonds d'urgence pour la gestion économique;

7. *Est conscient* que le Gouvernement de la Guinée-Bissau devra s'atteler principalement à restaurer la discipline budgétaire, remettre sur pied l'administration publique, et rendre le climat plus favorable aux investissements privés et à la diversification économique, et que pour y parvenir, il faudra tout à la fois que la paix règne, que les autorités prennent un engagement ferme en faveur de politiques cohérentes, que la gouvernance et la transparence soient renforcées et que la communauté internationale offre son aide sur les plans technique et financier;

8. *Se félicite* des progrès accomplis en matière de gestion économique et financière et de responsabilisation dans ce domaine, tels qu'ils ont été constatés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale lors de la réunion des partenaires de la Guinée-Bissau préparatoire à la table ronde, qui s'est tenue le 11 février 2005 à Lisbonne;

9. *Se félicite* aussi des échanges qui ont eu lieu au Fonds monétaire international, le 19 novembre 2004, sur les étapes suivantes de l'engagement du Fonds en Guinée-Bissau concernant, notamment, une assistance d'urgence après conflit, une facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance et un programme contrôlé par le personnel;

² E/2005/8.

10. *Se félicite en outre* de la tenue de la réunion des partenaires de la Guinée-Bissau préparatoire à la table ronde, et souligne l'importance d'une forte participation à cette table ronde prévue en octobre 2005;

11. *Encourage* le Gouvernement de la Guinée-Bissau à examiner de près le rapport du Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau;

12. *Réaffirme* qu'il faut créer en Guinée-Bissau des conditions favorables au développement économique et social du pays et, à cet égard, invite à nouveau le Gouvernement de la Guinée-Bissau, les organismes des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods, la communauté des donateurs et la communauté internationale dans son ensemble à examiner avec toute l'attention requise les recommandations formulées par le Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau dans son premier rapport³ et à prendre des mesures spécifiques pour mettre en œuvre la stratégie de partenariat qu'il y préconise, en vue du lancement d'un programme de soutien à long terme;

13. *Décide* de proroger le mandat du Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau jusqu'à la session de fond du Conseil économique et social de 2005 et prie le Groupe d'exposer dans le rapport qu'il présentera au Conseil à cette session la façon dont il s'est acquitté de son mandat et, le cas échéant, les tâches qui restent à accomplir, assorties des délais prévus pour leur réalisation, compte tenu de la situation qui règne dans le pays, ainsi qu'une analyse de la mise en œuvre de ses recommandations;

14. *Décide* d'examiner les rapports du Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau à sa session de fond de 2005.

2005/3

Administration des affaires publiques et développement

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 2001/45 du 20 décembre 2001, 2002/40 du 19 décembre 2002 et 2003/60 du 25 juillet 2003,

Réaffirmant le rôle de l'administration des affaires publiques dans la réalisation des objectifs nationaux de développement économique et social, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire⁴,

Soulignant la nécessité de rendre l'administration des affaires publiques plus efficiente, plus transparente et plus respectueuse du principe de responsabilité,

Reconnaissant la place importante de l'administration des affaires publiques dans la planification et la prestation des services publics, ainsi que l'incidence positive qu'elle peut avoir en ce qui concerne la création de conditions propices à la promotion du développement durable,

1. *Prend note* du rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa troisième session⁵;

³ E/2003/8

⁴ Résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, 2004, Supplément n° 44 (E/2004/44).

2. *Réaffirme* que l'efficacité, le sens des responsabilités, l'efficacité et la transparence dans l'administration des affaires publiques, aux niveaux national et international, sont déterminants pour la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire⁴ et, dans ce contexte, souligne qu'il faut promouvoir le renforcement des capacités d'administration et de gestion du secteur public à l'échelon national, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition;

3. *Demande* à tous les États Membres de respecter les principes⁶ d'une bonne gestion des affaires publiques et des biens publics, de l'équité, de la responsabilité et de l'égalité devant la loi, et de se plier à la nécessité de préserver l'intégrité et de promouvoir une culture de la transparence, de la responsabilité et du refus de la corruption à tous les niveaux et sous toutes ses formes, et, à cet égard, encourage instamment tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à envisager d'adopter des lois à cette fin;

4. *Encourage* la communauté internationale à accroître son soutien financier, matériel et technique aux pays en développement en vue d'appuyer les efforts qu'ils déploient pour renforcer et revitaliser leurs administrations publiques et leurs capacités de gestion, notamment en adoptant des méthodes, des procédures et des systèmes qui favorisent la participation du public à la gouvernance et au développement et, à cet égard, demande au système des Nations Unies de fournir un appui technique et consultatif accru aux pays en développement qui lui en feront la demande afin de les aider à améliorer la prestation des services publics, en veillant à ce que l'élaboration des programmes d'appui soit prise en main par les pays eux-mêmes;

5. *Se félicite* de l'initiative des pays d'Afrique visant à renforcer les capacités institutionnelles et le service public grâce aux mécanismes ou institutions appropriés, en particulier le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique;

6. *Encourage* les États Membres à examiner, selon qu'il conviendra, les recommandations formulées par le Comité d'experts de l'administration publique;

7. *Prie* le Secrétaire général de définir les orientations des travaux de l'Organisation sur l'administration des affaires publiques en fonction des recommandations énoncées dans sa décision 2004/302 du 23 juillet 2004, dans la résolution 58/231 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 2003 et dans le rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa troisième session, en particulier celles qui concernent la mise en valeur du capital humain dans le secteur public, l'amélioration de l'accès à l'information, notamment celle qui concerne les pratiques optimales, la promotion de la bonne gouvernance et de la responsabilité dans les administrations publiques nationales et internationales et le renforcement des administrations publiques dans les pays en développement, surtout les moins avancés d'entre eux;

⁶ Conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption (résolution 58/4, annexe).

8. *Encourage* le Secrétaire général à continuer de tenir régulièrement avec les États Membres des consultations sur la présentation de candidats aux sièges du Comité, en gardant à l'esprit la résolution 2001/45 et son annexe;

9. *Encourage* aussi le système des Nations Unies et les États Membres à donner plus de retentissement à la Journée des Nations Unies pour la fonction publique et invite les États Membres à désigner des candidats pour les prix Champion du service public décernés par l'Organisation des Nations Unies.

Décisions

2005/201 A

Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2005, le Conseil économique et social a pris les dispositions ci-après au sujet des sièges de ses organes subsidiaires et organes apparentés devenus vacants :

Comité des politiques de développement

Le Conseil a nommé Iska **Beleva** (Bulgarie) pour un mandat prenant effet à la date de nomination et expirant le 31 décembre 2006 pour pourvoir le siège devenu vacant à la suite du décès d'Eul Yong **Park** (République de Corée).

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains

Le Conseil a élu la **Suède** à un siège auquel l'élection avait été différée, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2008.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Asie et de deux membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2008.

2005/201 B

Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés

À sa 4^e séance plénière, le 31 mars 2005, le Conseil économique et social a pris les décisions suivantes concernant les sièges à pourvoir dans ses organes subsidiaires et organes apparentés :

Commission de la population et du développement

Le Conseil a élu le **Liban** à un siège auquel l'élection avait été différée, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant à la clôture de la trente-neuvième session de la Commission en 2006.

Le Conseil a également élu la **Suède** pour un mandat prenant effet à la 1^{re} séance de la trente-neuvième session de la Commission et expirant à la clôture de la même session, en remplacement de la Norvège, qui avait démissionné de son siège.

Le Conseil a en outre reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant à la clôture de la quarante et unième session de la Commission en 2008.

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains

Le Conseil a élu **Antigua-et-Barbuda** et **Haïti** à des sièges auquel l'élection avait été différée, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2008.

Le Conseil a également reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Asie, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2008.

2005/201 C Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés

À sa 7^e séance plénière, le 27 avril 2005, le Conseil économique et social a pris les décisions suivantes concernant les sièges à pourvoir dans ses organes subsidiaires et organes apparentés :

Élections

Commission de statistique

Le Conseil a élu les huit membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 : **Afrique du sud, Canada, Fédération de Russie, Finlande, France, Jamaïque, Mauritanie et République démocratique du Congo.**

Commission de la population et du développement

Le Conseil a élu les 16 États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1^{re} séance de la quarantième session de la Commission et expirant à la clôture de la quarante-troisième session de la Commission en 2010 : **Afrique du Sud, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Gambie, Inde, Jamaïque, Liban, Mexique, Oman, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Ukraine, Uruguay et Zambie.**

Le Conseil a également élu **Haïti** à un siège auquel l'élection avait été différée, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant à la clôture de la quarante et unième session de la Commission en 2008.

Commission des droits de l'homme

Le Conseil a élu les 15 États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 : **Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Botswana, Brésil, Cameroun, Chine, États-Unis d'Amérique, Japon, Maroc, Venezuela (République bolivarienne du) et Zimbabwe.**

Commission de la condition de la femme

Le Conseil a élu les 13 États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet à la séance d'ouverture, en 2006, de la cinquante et unième session de la Commission et expirant à la clôture de sa cinquante-quatrième session en 2010 : **Brésil, Cameroun, Djibouti, Émirats arabes unis, Équateur, Indonésie, Iran (République islamique d'), Lesotho, Malaisie, Mexique, République de Corée, Togo et Zambie.**

Commission des stupéfiants

Le Conseil a élu les 20 États Membres suivants par acclamation pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 : **Arabie saoudite, Australie, Belgique, Bolivie, Canada, Colombie, Fédération de Russie, Jamaïque, Japon, Mexique, Namibie, Niger, Nigéria, Pologne, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tadjikistan, Turquie et Ukraine.**

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Le Conseil a élu les 19 États Membres suivants par acclamation pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 : **Allemagne, Arménie, Autriche, Bolivie, Chili, Chine, Comores, Costa Rica, Fédération de Russie, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Namibie, Niger, Ouganda, Pakistan, République de Corée, République démocratique du Congo et Sénégal.**

Le Comité a reporté l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Afrique pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006.

Commission du développement durable

Le Conseil a élu les 16 États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet à la séance d'organisation de la quinzième session de la Commission, en 2006, et expirant à la clôture de la dix-septième session en 2009 : **Antigua-et-Barbuda, Australie, Chili, Djibouti, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Indonésie, Koweït, Pérou, République de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal et Soudan.**

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication

Le Conseil a élu les 14 États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 : **Afrique du Sud, Allemagne, Chine, Fédération de Russie, Italie, Liban, Malte, Namibie, Ouganda, Panama, Portugal, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Sénégal.**

Le Conseil a reporté l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Asie, de deux membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et de quatre membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006.

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Le Conseil a élu les 11 États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 : **Burkina Faso, Canada, Colombie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Pakistan, République de Corée, Rwanda et Serbie-et-Monténégro.**

Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Le Conseil a élu le **Ghana** et la **Roumanie** conformément à la résolution 59/169 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 2004.

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population

Le Conseil a élu les 11 États membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 : **Algérie, Bangladesh, Bénin, Équateur, Fédération de Russie, Jamaïque, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.**

Le Conseil a décidé que l'**Allemagne** et la **Suisse**, qui se retiraient du Conseil d'administration à compter du 1^{er} janvier 2006, seraient remplacés, respectivement, par la **France**, avec un mandat expirant le 31 décembre 2006, et par le **Canada**, avec un mandat expirant le 31 décembre 2007.

Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial

Le Conseil a élu les six États membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 : **Indonésie, Japon, Mexique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ukraine et Zimbabwe.**

Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le virus d'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) (ONUSIDA)

Le Conseil a élu les quatre États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 : **Australie, Finlande, Grenade et République démocratique du Congo.**

Le Comité a reporté l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Asie pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006.

Le Conseil a décidé de ce qui suit :

a) Le **Canada** et le **Danemark**, qui se retiraient du Conseil d'administration à compter du 27 avril 2005, seraient remplacés, respectivement, par l'**Australie** et la **Finlande**, pour un mandat expirant le 31 décembre 2005;

b) La **France** et le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**, qui se retiraient du Conseil d'administration à compter du 1^{er} janvier 2006, seraient remplacés, respectivement, par l'**Allemagne**, pour un mandat expirant le 31 décembre 2007, et l'**Italie**, pour un mandat expirant le 31 décembre 2006.

Présentation de candidatures

Comité du programme et de la coordination

Le Conseil a présenté la candidature des 18 États Membres suivants aux fins d'élection par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 : **Afrique du Sud, Argentine, Arménie, Bélarus, Bénin, Brésil, Bulgarie, Cuba, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Italie, Pakistan, Portugal, République centrafricaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal et Uruguay.**

Le Conseil a reporté la présentation de la candidature de deux membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États, aux fins d'élection par l'Assemblée générale, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006.

Nominations

Comité d'experts sur le transport des marchandises dangereuses et sur le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques

Le Conseil a entériné la décision du Secrétaire général d'approuver la demande d'admission de la **Zambie** au Sous-Comité du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (Sous-Comité SGH).

Autres élections

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Le Conseil a élu Arundhati **Ghose** (Inde) pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 pour pourvoir un siège devenu vacant à la suite de la démission de Chokila **Iyer** (Inde).

Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population

Le Conseil a élu **Haïti** à un siège auquel l'élection avait été différée, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2006.

2005/201 D

Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés

Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

À sa 9^e séance, le 9 juin 2005, le Conseil économique et social a élu la **Suède** au Conseil de coordination du Programme pour un mandat de trois ans prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2006, en remplacement de la **Suisse**, qui avait démissionné de son siège.

2005/202**Dates de la session de fond de 2005
du Conseil économique et social**

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2005, le Conseil économique et social a décidé d'approuver le changement des dates de sa session de fond de 2005, qui se tiendrait non pas du 4 au 29 juillet, mais du 29 juin au 27 juillet 2005.

2005/203**Ordre du jour provisoire de la session de fond de 2005
du Conseil économique et social**

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2005, ayant examiné son projet de programme de travail pour 2005 et 2006⁷, le Conseil a adopté l'ordre du jour provisoire et la documentation de sa session de fond de 2005 comme suit :

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation**Documentation**

Note du Secrétaire général sur les thèmes proposés pour le débat de haut niveau et le débat consacré aux questions de coordination de la session de fond de 2006 du Conseil (résolution 50/227 de l'Assemblée générale, annexe I)

Débat de haut niveau⁸**2. Réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris de ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et suite donnée aux textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies : progrès accomplis, obstacles à surmonter et chances à saisir****Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur le thème du débat (décision 2004/294 du Conseil)

La situation économique et sociale dans le monde, 2005, première partie (chap. I)

Partie pertinente du rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa septième session (résolution 2004/66 du Conseil)

⁷ E/2005/1, sect. I.

⁸ En application des dispositions de l'annexe III de sa résolution 1998/46 et de la résolution 57/270 B de l'Assemblée générale, le Conseil tiendra un dialogue avec les secrétaires exécutifs des commissions régionales immédiatement après le débat de haut niveau. Un additif au rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale sera mis à la disposition du Conseil comme document d'information (décision 2004/323 du Conseil).

Débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

- 3. Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement**
- a) Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil**

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les données statistiques complètes concernant les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (résolutions 35/81 et 59/250, par. 22, de l'Assemblée générale)⁹

Rapport du Secrétaire général sur le financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (résolution 59/250 de l'Assemblée générale, par. 24)⁹

Rapport du Secrétaire général sur un programme de travail portant sur l'exécution intégrale de mesures de simplification et d'harmonisation (résolution 59/250 de l'Assemblée générale, par. 37)

Rapport du Secrétaire général sur un processus de gestion approprié contenant des directives, des objectifs et des critères de référence précis ainsi que des calendriers pour l'application intégrale de l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (résolution 59/250 de l'Assemblée générale, par. 101)

- b) Rapports des conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial**

Documentation

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population sur les travaux de sa deuxième session ordinaire de 2004 et de sa première session ordinaire et de sa session annuelle de 2005 (résolutions 48/162, annexe, et 59/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport annuel de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (résolutions 48/162, annexe, et 59/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapports du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa deuxième session ordinaire de 2004 et de sa première session ordinaire et de sa session annuelle de 2005 (résolutions 48/162, annexe, et 59/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

⁹ Présenté à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil.

Rapport annuel du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (résolutions 48/162, annexe, et 59/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial sur les travaux de ses sessions de 2004 (résolutions 48/162, annexe, et 59/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport annuel du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (résolutions 50/8 et 59/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

c) Coopération économique et technique entre pays en développement

Documentation

Rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement (résolution 33/134 de l'Assemblée générale)⁹

Débat consacré aux questions de coordination

4. Vers la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur le thème du débat (décision 2004/292 du Conseil)

Débat consacré aux affaires humanitaires

5. Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis quant au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies (résolution 59/141 de l'Assemblée générale et résolution 2004/50 du Conseil)⁹

Débat général

6. Application et suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet internationales organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies

Documentation

Rapport actualisé du Secrétaire général sur le rôle du Conseil dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation

des Nations Unies en application des résolutions 50/227, 52/12 B et 57/270 B de l'Assemblée générale (résolution 2004/44 du Conseil) (voir également le point 8)

a) Suite donnée à la Conférence internationale sur le financement du développement

Documentation

Résumé, établi par le Président du Conseil, de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce (résolution 58/230 de l'Assemblée générale et résolution 2004/64 du Conseil)

b) Examen et coordination de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010⁹

Documentation

Rapport intérimaire annuel du Secrétaire général sur la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (résolution 59/244 de l'Assemblée générale et résolution 2004/65 du Conseil)⁹

7. Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions

a) Rapports des organes de coordination

Documentation

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-cinquième session

Rapport d'ensemble annuel pour 2004 du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

b) Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007

Documentation

Chapitres pertinents du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007 (résolution 1988/77 du Conseil et résolution 58/269 de l'Assemblée générale)

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-cinquième session

c) Coopération internationale dans le domaine de l'informatique

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les mesures prises face à la nécessité d'harmoniser et d'améliorer les systèmes informatiques de l'Organisation des Nations Unies en vue de leur utilisation et de leur accessibilité optimales par tous les États, y compris les conclusions du Groupe de travail ad hoc à

composition non limitée sur l'informatique et l'évaluation de ses travaux et de sa mission (résolution 2004/51 du Conseil)

d) Programme à long terme d'aide à Haïti

Documentation

Rapport du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (décision 2004/322 du Conseil)

e) Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'application intégrale de la Déclaration et du Plan d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, y compris les progrès réalisés dans l'intégration d'une perspective sexospécifique (résolution 59/168 de l'Assemblée et résolution 2004/4 du Conseil) [voir également le point 14 a)]⁹

f) Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications

Documentation

Rapport annuel du Secrétaire général sur le Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications (décisions 2001/210 et 2004/296 du Conseil)

g) Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

Documentation

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (résolution 2003/18 du Conseil)

8. Application des résolutions 50/227, 52/12 B et 57/270 B de l'Assemblée générale

Documentation

Rapport actualisé du Secrétaire général sur le rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies en application des résolutions 50/227, 52/12 B et 57/270 B de l'Assemblée générale (résolution 2004/44 du Conseil) (voir également le point 6)

9. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (résolution 59/56 de l'Assemblée générale et résolution 2100 (LXIII) du Conseil)⁹

Rapport du Président du Conseil sur les consultations tenues avec le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 2004/53 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (résolution 2004/53 du Conseil)

10. Coopération régionale

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale (décision 1979/1 du Conseil)

Résumé de l'étude sur la situation économique de l'Europe, 2004

Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale de l'Afrique, 2004

Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique, 2005

Résumé de l'étude sur la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes, 2004

Résumé de l'évolution économique et sociale de la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, 2004-2005

Note du Secrétaire général transmettant le rapport des secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique pour l'Europe sur la liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar (résolution 2003/52 du Conseil)

11. Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2004/54 du Conseil⁹

12. Organisations non gouvernementales

Documentation

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (résolutions 3 (II) et 1996/31 et décision 2004/321 du Conseil)

13. Questions relatives à l'économie et à l'environnement

Documentation

Rapport de synthèse du Secrétaire général sur les travaux des commissions techniques du Conseil en 2005 (conclusions concertées 2002/1 et résolution 2004/63 du Conseil) (voir également le point 14)

a) Développement durable

Documentation

Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa treizième session (décisions 1993/207 et 2004/234 du Conseil)

Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa septième session (résolutions 1079 (XXXIX), 1625 (LI) et 2004/66 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur la coopération et la coordination interinstitutions à l'échelle du système pour la mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable (résolution 59/227 de l'Assemblée générale)¹⁰

b) Science et technique au service du développement

Documentation

Rapport de la Commission des sciences et des techniques au service du développement sur les travaux de sa huitième session (résolution 46/235 de l'Assemblée générale, annexe, et décision 204/315 du Conseil)

c) Statistiques

Documentation

Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa trente-sixième session (résolutions 8 (I), 8 (II) et 1566 (L) et décision 2004/236 du Conseil)

¹⁰ Présenté au Conseil par l'intermédiaire de la Commission du développement durable.

d) Établissements humains¹¹

Documentation

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains sur les travaux de sa vingtième session (résolutions 56/206 de l'Assemblée générale)⁹

e) Environnement

Documentation

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa vingt-troisième session (résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale)⁹

f) Population et développement

Documentation

Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa trente-huitième session (résolution 48/128 de l'Assemblée générale et décision 2004/237 du Conseil)

g) Administration publique et développement

Documentation

Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa quatrième session (résolution 2003/60 du Conseil). À la reprise de sa session de fond de 2004, le Conseil a décidé de renvoyer à sa session d'organisation, en janvier 2005, l'examen des recommandations figurant dans le rapport du Comité sur les travaux de sa troisième session (décision 2004/325 du Conseil).

h) Coopération internationale en matière fiscale

Documentation

Rapport du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (ex-Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale) sur les travaux de sa première session (résolution 2004/69 du Conseil)

i) Forum des Nations Unies sur les forêts

Documentation

Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa cinquième session (résolution 2000/35 et décision 2004/235 du Conseil)

¹¹ Le rapport du Secrétaire général sur l'application coordonnée du Programme pour l'habitat (décision 2004/300 du Conseil) ne sera présenté qu'à l'Assemblée générale, à sa sixième session (résolution 59/239 de l'Assemblée).

j) Assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur l'application des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions, et documents d'information pertinents (résolution 59/45 de l'Assemblée générale)

Note du Secrétaire général sur l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions

k) Cartographie**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour les Amériques (résolutions 715 A (XXVII) et 1314 (XLIV) du Conseil)

l) Les femmes et le développement**Documentation**

Chapitres pertinents du rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-neuvième session (résolution 42/178 de l'Assemblée générale et résolution 1987/24 du Conseil)

m) Transport de marchandises dangereuses**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité d'experts sur le transport de marchandises dangereuses et sur le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (résolution 2003/64 du Conseil)

14. Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme**Documentation**

Rapport de synthèse du Secrétaire général sur les travaux des commissions techniques du Conseil en 2005 (conclusions concertées 2002/1 et résolution 2004/63 du Conseil) (voir également le point 13)

a) Promotion de la femme**Documentation**

Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-neuvième session (résolutions 11 (II) et 1147 (XLI) et décision 2004/239 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, y compris les progrès accomplis dans

l'intégration d'une perspective sexospécifique (résolution 59/168 de l'Assemblée générale et résolution 2004/4 du Conseil) [voir également le point 7 e)]⁹

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (art. 21 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)⁹

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (résolutions 1998 (LX) et 2003/57 du Conseil)

Rapport du Directeur de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme sur la revitalisation et le renforcement de l'Institut (résolutions 1988 (LX) et 2003/57 du Conseil)

b) Développement social

Documentation

Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa quarante-troisième session (résolution 10 (III) et décision 2004/241 du Conseil)

c) Prévention du crime et justice pénale

Documentation

Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa quatorzième session (résolution 1992/1 et décision 2004/242 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur la peine capitale et sur l'application des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort (résolution 1745 (LIV) et décision 2004/242 du Conseil)¹²

d) Stupéfiants

Documentation

Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarante-huitième session (résolution 9 (I) et décision 2004/244 du Conseil)

Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (art. 15 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961; art. 18 de la Convention sur les substances psychotropes de 1971; et art. 23 de la Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes)

e) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Rapport oral du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (résolution 59/172 de l'Assemblée générale)

¹² Présenté au Conseil par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

f) Mise en œuvre intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

Documentation

Aucune documentation préliminaire n'est prévue

g) Droits de l'homme

Documentation

Rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa soixante et unième session (résolutions 5 (I) et 9 (II) du Conseil)

Rapport du Comité des droits de l'homme (art. 45 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)⁹

Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (résolutions 1988 (LX) et 1985/17 du Conseil)

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (résolution 48/141 de l'Assemblée générale)⁹

h) Instance permanente sur les questions autochtones

Documentation

Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa quatrième session (résolution 2000/22 et décision 2004/289 du Conseil)

2005/2004

Programme de travail de base du Conseil économique et social pour 2005

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2005, le Conseil économique et social, après avoir examiné le projet de programme de travail pour 2004 et 2005, a pris acte de la liste ci-après des questions à inscrire à son programme de travail pour 2006¹³ :

Session de fond de 2006

A. Débat de haut niveau

[Thème(s) à déterminer]

(Dans sa décision 2003/301, le Conseil a décidé d'envisager les questions autochtones comme thème pour son débat de haut niveau en 2006, conformément aux procédures établies énoncées dans la résolution 50/227 de l'Assemblée générale)

¹³ Voir E/2005/1, sec.II; la liste de questions sera révisée après que le Conseil aura examiné le projet de programme de travail pour 2005.

Documentation

La situation économique et sociale dans le monde, 2006

B. Débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

[Thème(s) à déterminer]

Suivi des recommandations de politique générale de l'Assemblée générale

Rapports des conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial

Documentation

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population sur les travaux de sa deuxième session ordinaire de 2005 et de sa première session ordinaire et de sa session annuelle de 2006 (résolutions 48/162, annexe, et 59/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport annuel de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (résolutions 48/162, annexe, et 59/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapports du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa deuxième session ordinaire de 2005 et de sa première session ordinaire et de sa session annuelle de 2006 (résolutions 48/162, annexe, et 59/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport annuel du Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (résolutions 48/162, annexe, et 50/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial sur les travaux de ses sessions de 2005 (résolutions 48/162, annexe, et 50/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport annuel du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (résolutions 50/8 et 59/250 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

C. Débat consacré aux questions de coordination

Coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies liés au thème du débat

[Thème(s) à déterminer]

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les travaux de l'Alliance des Nations Unies entre les organismes publics et privés pour le développement rural (suite donnée à la résolution 2004/49 du Conseil, adoptée au titre du point 4 b) de l'ordre du jour, qui a été examinée en 2004 lors du débat du Conseil consacré aux questions de coordination)

D. Débat consacré aux affaires humanitaires

Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe

E. Débat général

Application et suivi intégrés et coordonnés des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies

Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010

Documentation

Rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'exécution du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (résolution 59/244 de l'Assemblée générale et résolution 2004/65 du Conseil)⁹

Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions

Rapports des organes de coordination

Documentation

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-sixième session

Rapport d'ensemble annuel, pour 2005, du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

Projet de cadre stratégique pour l'exercice biennal 2008-2009

Documentation

Chapitres pertinents du projet de cadre stratégique pour l'exercice biennal 2008-2009

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-sixième session

Groupes consultatifs spéciaux pour les pays africains qui sortent d'un conflit

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'évaluation des groupes consultatifs spéciaux du Conseil pour les pays africains qui sortent d'un conflit (résolution 2004/59 du Conseil)

Tabac ou santé

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les travaux de l'Équipe spéciale interorganisations de lutte contre le tabac (résolution 2004/62 du Conseil)

Application des résolutions 50/227, 52/12 B et 57/270 B de l'Assemblée générale

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (résolution 2100 (LXIII) du Conseil)⁹

Coopération régionale

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale (décision 1979/1 du Conseil)

Résumé des études sur la situation économique des cinq régions établi par les commissions régionales (résolution 1724 (LIII) du Conseil)

Organisations non gouvernementales

Documentation

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (résolutions 3 (II) et 1996/31 et décision 1995/304 du Conseil)

Questions relatives à l'économie et à l'environnement

Développement durable

Documentation

Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa quatorzième session (décision 1993/207 du Conseil)

Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa huitième session (résolutions 1079 (XXXIX), 1625 (LI) et 2000/34 du Conseil)

Science et technique au service du développement

Documentation

Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa neuvième session (résolution 46/235 de l'Assemblée générale, annexe)

Forum des Nations Unies sur les forêts

Documentation

Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa sixième session (résolution 2000/35 du Conseil)

Population et développement

Documentation

Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa trente-neuvième session (résolution 49/128 de l'Assemblée générale et décision 1995/209 du Conseil)

[Le thème spécial de la trente-neuvième session de la Commission de la population et du développement en 2006 sera « Migrations internationales et développement » (résolution 59/241 de l'Assemblée générale)]

Administration publique et développement

Documentation

Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa cinquième session (résolution 2003/60 du Conseil) (E/2005/44, supplément n°24)

Statistiques

Documentation

Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa trente-septième session (résolution 1768 (LIV) et 1999/8 du Conseil)

Environnement

Documentation

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale)⁹

Établissements humains

Documentation

(À déterminer en fonction de l'issue de la discussion qui sera engagée au titre de ce point subsidiaire lors de la session de fond du Conseil de 2005)

Cartographie

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les travaux de la vingt-troisième session du Groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques (résolution 715 A (XXVII) et 1314 (XLIV) et décision 2004/303 du Conseil).

Rapport du Secrétaire général sur les travaux de la dix-septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (résolution 715 A (XXVII) et 1314 (XLIV) et décision 2004/304 du Conseil)

Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme

Promotion de la femme

Documentation

Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa cinquantième session (résolutions 11 (II) et 1147 (XLI) du Conseil)

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (art. 21 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)⁹

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (résolution 1998 (LX) du Conseil)

Développement social

Documentation

Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa quarante-quatrième session (résolutions 10 (III) et 1996/7 du Conseil)

Prévention du crime et justice pénale

Documentation

Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa quinzième session (résolution 1992/1 du Conseil)

Stupéfiants

Documentation

Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarante-neuvième session (résolution 9 (I) du Conseil)

Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (art. 15 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961; art. 18 de la Convention sur les

substances psychotropes de 1971; et art. 23 de la Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes)

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Rapport oral du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (résolution 58/153 de l'Assemblée générale)

Droits de l'homme

Documentation

Rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa soixante-deuxième session (résolutions 5 (I) et 9 (II) du Conseil)

Rapport du Comité des droits de l'homme (art. 45 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)⁹

Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (résolutions 1988 (LX) et 1985/17 du Conseil)

Rapport du Comité des droits de l'enfant (résolution 44/25 de l'Assemblée générale, annexe)

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (résolution 48/141 de l'Assemblée générale)⁹

Instance permanente sur les questions autochtones

Documentation

Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa cinquième session (résolution 2000/22 du Conseil)

2005/205

Débat de la session de fond de 2005 du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a décidé que les travaux du débat de sa session de fond de 2005 consacré aux activités opérationnelles devraient porter sur les progrès accomplis dans l'application de la résolution 56/201 de l'Assemblée générale datée du 22 décembre 2004 et intitulée « Examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ».

2005/206

Thème du débat de la session de fond de 2005 du Conseil économique et social relatif à la coopération régionale

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2005, le Conseil économique et social a décidé que le thème du débat de sa session de fond de 2005 relatif à la coopération régionale serait le suivant : « Réalisation des objectifs de développement convenus

au niveau international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire : une perspective régionale ».

2005/207

Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a décidé :

a) D'octroyer le statut consultatif aux 87 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif général

Cités et gouvernements locaux unis

Coordination SUD

Statut consultatif spécial

Action contre la faim

Adolescent Health and Information Projects

Advocates for Youth

African Business Round Table

African Community Resource Center

Africare

Albert Schweitzer Institute

Aleut International Association

Arab Mexican Chamber of Industry and Commerce

Asia Pacific Network Information Centre

Asian Partnership for the Development of Human Resources in Rural Asia

Association mauritanienne pour la santé de la mère et de l'enfant

Association mauritanienne pour le développement et la protection de l'environnement

Association pour la collaboration globale

Association relation nationale pour l'appui à l'initiative féminine de la protection infantile et environnementale

Associazione Tecnico Scientifica di Base

Australian Reproductive Health Alliance

Aviation sans frontières

Be Active, Be Emancipated

Central and Eastern European Harm Reduction Network
Centre for Research in Rural and Industrial Development
Centro de Estudio y Formacion Integral de la Mujer
China Arms Control and Disarmament Association
China Family Planning Association
Club international des technopoles
Comité français des organisations non gouvernementales pour la liaison
et l'information des Nations Unies
Dui Hua Foundation
Engender
European AIDS Treatment Group
Feminists for Life of America
Fondation caritative pour les maladies particulières
Fondation européenne pour le développement durable des régions
Fondation Surgir
Foundation for the Refugee Education Trust
Global Youth Action Network
Huairou Commission
Humanitarian Foundation of Canada
Initiatives of Change – International
International Center for Clubhouse Development
International Conference Volunteers
International Development Enterprises India
International Justice Mission
Iranian Elite Research Center
Istanbul International Brotherhood and Solidarity Association
Kenya Tuitakayo
Korean Council for Local Agenda 21
Korean Foundation for World Aid
Kuwait Information Technology Society
Mbororo Social and Cultural Development Association
National Aboriginal Forestry Association
National Abortion Federation
National Council of Women of Malta

National Women's Justice Coalition
Native Women's Association of Canada
New Zealand Family Planning Association
Nigerian Institute of Homeopathy
Nonviolence International
Organisation de défense de l'environnement au Burundi
Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale
People with Disability Australia
Réseau des survivants des mines terrestres
Rodale Institute
Sawiris Foundation for Social Development
Sign of Hope
Simply Help
Tarumitra
Terre Vivante
Turkish Foundation for Children in need of Protection
Virtue Foundation
Watson Institute for International Studies
Women's Learning Partnership for Rights, Development and Peace
Yad Sarah
Zenab for Women in Development

Liste

Agir en faveur de l'environnement
Arab NGO Network for Development
Colegio de Abogados Especialistas en Derecho Ambiental de Colombia
Comité directeur international de la cartographie mondiale
Council of Bureaux
Ecospirituality Foundation
Europlatforms
Evangelical Fellowship of India Commission on Relief
Labor/Community Strategy Center
Sirius Global Animal Organisation Charitable Trust

Tearfund

World Chlorine Council

b) De reclasser l'organisation non gouvernementale ci-après qui était dotée du statut consultatif spécial, en lui octroyant le statut consultatif général :

New Humanity

c) De noter que le Comité chargé des organisations non gouvernementales a pris acte des rapports quadriennaux des 72 organisations non gouvernementales ci-après (les rapports portent sur la période 2000-2003, sauf indication contraire entre parenthèses) :

Académie des sciences de criminologie (1999-2002)

Alliance des femmes arabes

Alliance internationale contre le VIH/sida

Alliance réformée mondiale

American Psychological Association

Asia-Japan Women's Resource Centre

Asian Women in Cooperative Development Forum

Association de la Russie pour les Nations Unies (1999-2002)

Association internationale de l'habitat rural

Association internationale de l'hôtellerie et de la restauration (1999-2002)

Association libanaise pour la protection des personnes handicapées

Association de volontaires pour le service international

Consortium du réseau international d'information sur les sciences de la terre (1999-2002)

Center for Women's Global Leadership

Centre arabe pour l'indépendance du pouvoir judiciaire et de la profession juridique

Chinese Immigrants Services (1998-2001)

Commission internationale catholique pour les migrations

Confédération générale des syndicats (1998-2001)

Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur

Congrès mondial croate (1998-2001)

Conseil international de l'action sociale

Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (1999-2002)

Earthcorps

Earthjustice (1999-2002)

Egyptian Aids Society
Europe 2000 (1999-2002)
Fédération des personnes handicapées de Chine (1998-2001)
Fédération internationale d'astronautique
Fédération internationale des malentendants
Fédération luthérienne mondiale
Fédération mondiale des communautés thérapeutiques
Federation of European Motorcyclists' Associations
Fondazione Giovanni e Francesca Falcone
Frères de la Charité (1999-2002)
Hong Kong Federation Of Women
Hope Worldwide
Humane Society of the United States
Human Lactation Center
Institute for Environment and Development Studies – Friends of the Earth Bangladesh
Institut ibéro-américain du droit aéronautique et de l'espace et de l'aviation commerciale
Institut international pour l'analyse appliquée des systèmes (1999-2002)
International Lactation Consultant Association
International Presentation Association of the Sisters of the Presentation
International Union of Psychological Science (1998-2001)
IPAS (1998-2001)
Liberty International (1999-2002)
Life For Relief and Development (1999-2002)
Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté
Marangopoulos Foundation for Human Rights (1998-2001)
Match International Centre
Minnesota Advocates For Human Rights
Mouvement international ATD Quart Monde (1999-2002)
Mouvement international de la réconciliation (1999-2002)
National Council of Women (Royaume-Uni)
Nigerian Centre for Research and Documentation (1999-2002)
Organisation japonaise de coopération internationale pour la planification familiale

Organisation mondiale Agudas Israël
 Pag-aalay Ng Puso Foundation (Fondation de l'offrande du cœur) (1999-2002)
 Panamerican-Panafrican Association (1999-2002)
 Parliamentarians for Global Action (1998-2001)
 Parti radical transnational (1995-1998)
 Radin Institute For Family Health Education And Promotion
 Rehab Group
 Several Sources Foundation (1999-2002)
 Shimin Gaikou Centre (1999-2002)
 Sisters of Mercy of the Americas (1998-2001)
 Solar Cookers International
 Temple de la compréhension (1999-2002)
 Villages internationaux d'enfants SOS (1999-2002)
 Water Environment Federation (1999-2002)
 Woods Hole Research Center
 World Veterans Federation

d) De prendre acte du fait que le Comité a clos l'examen de la demande d'admission au statut consultatif spécial auprès du Conseil présentée par les deux organisations non gouvernementales suivantes :

Association internationale de boxe éducative
 Association of Expelled (Displaced-Exiled) Persons

2005/208

Questions liées au rétablissement du statut consultatif d'organisations non gouvernementales dont ledit statut a été suspendu par le Conseil économique et social

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2005, le Conseil économique et social a décidé de demander à l'organisation non gouvernementale Asociación para la Paz Continental, dont il a suspendu le statut en 2000, de présenter une demande mise à jour d'admission au statut consultatif que le Comité chargé des organisations non gouvernementales examinerait à une session à venir.

2005/209

Organisation des travaux du Comité chargé des organisations non gouvernementales à sa session de 2005

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2005, le Conseil économique et social a demandé que les deux jours que le Comité chargé des organisations non gouvernementales n'avait pas utilisés à sa session ordinaire soient ajoutés à la reprise de sa session de deux semaines en mai 2005, étant entendu que les services de conférence nécessaires pendant ces deux jours seraient assurés dans la mesure du possible.

2005/210

Organisation des travaux de la session de fond de 2005 du Conseil économique et social

À sa 3^e séance plénière, le 1^{er} mars 2005, le Conseil économique et social a décidé ce qui suit concernant l'organisation des travaux de sa session de fond de 2005 :

a) Débat de la session de fond :

i) Le débat de haut niveau se tiendra du 29 juin au 1^{er} juillet 2005;

ii) Le débat consacré aux questions de coordination se tiendra du 5 au 7 juillet 2005;

iii) Le débat consacré aux activités opérationnelles se tiendra du 8 au 12 juillet 2005;

iv) Le débat consacré aux affaires humanitaires se tiendra du 13 au 18 juillet 2005;

v) Le débat général se tiendra du 18 au 25 juillet 2005;

vi) Le Conseil conclura ses travaux les 26 et 27 juillet 2005;

b) Dialogue avec les secrétaires exécutifs des commissions régionales : le dialogue avec les secrétaires exécutifs des commissions régionales se tiendra immédiatement après le débat de haut niveau de la session de fond du Conseil, le 5 juillet 2005 au matin.

c) Question du passage de la phase des secours à celle de l'aide au développement : le Conseil envisagera la possibilité de débattre de la question du passage de la phase des secours à celle de l'aide au développement et tiendra d'autres consultations quand à la forme et à la tenue de ce débat¹⁴.

¹⁴ Voir également la décision 2005/216 du Conseil.

2005/211**Date de la tenue de la réunion spéciale de haut niveau
du Conseil économique et social avec les représentants
des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale
du commerce et de la CNUCED**

À sa 3^e séance plénière, le 1^{er} mars 2005, le Conseil économique et social a décidé que sa réunion spéciale de haut niveau avec les représentants des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce et de la CNUCED se tiendra au Siège, le 18 avril 2005.

2005/212**Thème du débat de la session de fond de 2005 du Conseil
économique et social consacré aux affaires humanitaires**

À sa 4^e séance plénière, le 31 mars 2005, le Conseil économique et social a décidé : a) que le thème du débat de sa session de fond de 2005 consacré aux affaires humanitaires s'intitulerait « Renforcement de la coordination de l'assistance humanitaire de l'Organisation des Nations Unies, y compris des capacités et des aspects organisationnels »; et b) que serait également organisée une réunion-débat sur « les enseignements tirés du séisme/tsunami qui a récemment frappé la région de l'océan Indien ».

2005/213**Amélioration des travaux de la Commission de la population
et du développement**

À sa 4^e séance plénière, le 31 mars 2005, Le Conseil économique et social, afin d'améliorer les travaux de la Commission de la population et du développement, a décidé que :

a) À partir de la trente-huitième session ordinaire de la Commission, qui aura lieu du 4 au 8 avril 2005, la Commission, aussitôt après la clôture d'une session ordinaire, tiendra la première séance de sa session ordinaire suivante aux seules fins d'élire le nouveau président et les autres membres du Bureau, conformément à l'article 15 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil;

b) Les membres de la Commission seront élus pour quatre sessions ordinaires de la Commission, leur mandat commençant dès la fin de la session ordinaire tenue après le 1^{er} janvier suivant leur élection par le Conseil et expirant à la fin de la session ordinaire tenue après le 1^{er} janvier suivant l'élection des États qui leur succéderont à la Commission, à moins qu'ils ne soient réélus;

c) Le mandat des membres du Bureau de la Commission devant venir à expiration le 31 décembre 2005 est prorogé jusqu'à la fin des travaux de la trente-neuvième session ordinaire de la Commission; le mandat des membres du Bureau de la Commission devant venir à expiration le 31 décembre 2006 est prorogé jusqu'à la fin des travaux de la quarantième session ordinaire de la Commission; le mandat des membres du Bureau de la Commission devant venir à expiration le 31 décembre 2007 est prorogé jusqu'à la fin des travaux de la quarante et unième session

ordinaire de la Commission; et le mandat des membres du Bureau de la Commission devant venir à expiration le 31 décembre 2008 est prorogé jusqu'à la fin des travaux de la quarante-deuxième session ordinaire de la Commission;

d) Les dispositions de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1962, ne s'appliquent qu'à la partie des sessions de la Commission consacrée aux travaux de fond.

2005/214

Mise en œuvre des résolutions concernant la participation des membres associés de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes aux activités de suivi des conférences mondiales des Nations Unies et aux travaux du Conseil économique et social

À sa 8^e séance plénière, le 28 avril 2005, le Conseil économique et social a décidé de reporter à sa session de fond de 2005, au titre du point 10 de l'ordre du jour intitulé « Coopération régionale », l'examen du projet de résolution III intitulé « Mise en œuvre des résolutions concernant la participation des membres associés de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes aux activités de suivi des conférences mondiales des Nations Unies et aux travaux du Conseil économique et social »¹⁵.

2005/215

Participation d'organisations intergouvernementales aux travaux du Conseil économique et social

À sa 8^e séance plénière, le 28 avril 2005, le Conseil économique et social a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session d'organisation de 2005 l'examen de la demande présentée par l'organisation Partenariat mondial pour l'eau en vue de participer à ses travaux en qualité d'observateur.

2005/216

Débat du Conseil économique et social sur la question du passage de la phase des secours à celle de l'aide au développement

À sa 8^e séance plénière, le 28 avril 2005, le Conseil économique et social a décidé de tenir, dans la matinée du mercredi 13 juillet 2005, une réunion officielle sur le thème intitulé « Débat du Conseil économique et social sur la question du passage de la phase des secours à celle de l'aide au développement » qui serait organisée comme suit :

¹⁵ Figurant dans le document E/2004/15/Add.2.

- a) Un bref exposé serait suivi d'échanges entre les délégations intéressées;
- b) Aucun document final ni compte rendu ne serait produit;
- c) Une brève mention du débat serait faite dans le rapport du Conseil.

Il a donc également décidé de conclure son débat consacré aux activités opérationnelles l'après-midi du 12 juillet et d'entamer celui consacré aux affaires humanitaires l'après-midi du 13 juillet 2005.

2005/217

Réforme proposée par le Secrétaire général dans le domaine des droits de l'homme

À sa 9^e séance plénière, le 9 juin 2005, le Conseil économique et social :

a) Ayant à l'esprit les résolutions 59/145 et 59/291 de l'Assemblée générale, datées respectivement du 17 décembre 2004 et du 15 avril 2005, dans lesquelles l'Assemblée a, notamment, prié le Président de l'Assemblée générale de continuer à tenir des consultations ouvertes, représentatives et transparentes avec tous les États Membres afin de parvenir à l'accord le plus large possible sur toutes les questions importantes relatives à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale qui se tiendra en septembre 2005, et prenant note de la décision 2005/116 de la Commission des droits de l'homme, en date du 22 avril 2005, a décidé de prier le Président de la Commission des droits de l'homme d'organiser, à la soixante et unième session de la Commission, des consultations officieuses à composition non limitée d'une durée maximale de deux jours pour réfléchir sur les recommandations relatives aux droits de l'homme figurant dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous »¹⁶, en vue de contribuer aux délibérations intergouvernementales qui auront lieu à l'Assemblée sur la réforme proposée de l'Organisation des Nations Unies; et

b) Décidé également à cet effet d'autoriser le Président à établir, le 15 juin 2005 au plus tard, un résumé des consultations officieuses, qui sera transmis au Président de l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Président du Conseil économique et social.

2005/218

Programme de travail pluriannuel pour le débat du Conseil économique et social consacré aux questions de coordination

À sa 9^e séance plénière, le 9 juin 2005, le Conseil économique et social a décidé de reporter au débat de sa session de fond de 2005 consacré aux questions de coordination l'examen du Programme de travail pluriannuel en vue de ce débat.

¹⁶ A/59/2005 et Corr.1 et Add.1 à 3.

2005/219
Participation d'organisations intergouvernementales
aux travaux du Conseil économique et social

À sa 9^e séance plénière, le 9 juin 2005, le Conseil économique et social a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session de fond de 2005 l'examen de la demande présentée par l'Union économique et monétaire ouest-africaine en vue de participer à ses travaux en qualité d'observateur.
